

TRAHISON DES DIRIGEANTS SYNDICAUX

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 262

VENDREDI 30 MARS 1951

LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

Grâce aux divisions
qu'il exploite
et aux complicités
dont il dispose

Liberté pour l'Espagne A bas le franquisme !

Tels étaient les appels concluant les tracts distribués à Barcelone, dès la veille et l'avant-veille de la grève générale, par nos camarades de la fédération locale des groupes de la F. A. I. Mettant en relief, comme nous l'avons fait nous-mêmes ultérieurement, le caractère international de la grève projetée, nos camarades de la Fédération Anarchiste Ibérique proclamaient :

« Le régime de Franco, odieux à tout le peuple espagnol, bénéficie aujourd'hui de la reconnaissance diplomatique et du soutien économique des Etats prétendus démocratiques, qui ont besoin de son concours militaire pour parer à la menace du Kremlin. La politique capitaliste de l'Occident veut, tout en sacrifiant les intérêts de l'Espagne, prétendre assurer la défense d'une civilisation reposant sur des principes de liberté. Nous devons, contre une telle prétention, manifester d'urgence et avec énergie. La grève générale prévue pour le lundi 12 mars à Barcelone, doit constituer la première étape de notre action. Par notre fermeté, nous démontrerons au monde que les calculs diplomatiques et militaires, visant à utiliser Franco et son régime, sont insensés dans le présent et qu'il ne saurait en résulter, pour l'avenir, que des catastrophes.

« La grève signifiera la répudiation unanime du phalangisme par le peuple espagnol. En dépit des soutiens que peut lui offrir le capitalisme international, le phalangisme est condamné à mordre la poussière !

« Travailleurs de Barcelone, votre dignité exige que vous suiviez l'ordre de grève générale ! Manifestez avec force, aux côtés des Anarchistes et des Confédérés ! »

La fédération locale des syndicats de la C.N.T. diffusait, de même, un tract contre la terreur franquiste et la cherté de la vie, cependant que, de son côté, la Fédération ibérique des jeunes libertaires lançait un vibrant appel aux étudiants et aux jeunes ouvriers...

L'ÉTAT-PATRON, pour gagner le temps nécessaire à l'usure des forces populaires, a eu recours aux sûres méthodes de la démagogie, ceci avec le concours zélé de tous les dirigeants syndicaux. Mais l'action unie et courageuse des travailleurs peut encore leur permettre de vaincre.



L'ÉTAT-PATRON espère imposer aux travailleurs LA HAUSSE GÉNÉRALE des prix, mais LA VICTOIRE RESTE POSSIBLE !

leur a fait perdre et non pas comme la contrepartie de l'augmentation du coût de la vie. A la S.N.C.F., F.O. a accepté de se satisfaire de propositions n'impliquant pas la suppression des abattements de zone, ni l'échelle mobile !

Comment expliquer ces trahisons successives, sinon par la volonté de s'assurer auprès du gouvernement l'exclusivité de la représentation ouvrière que ni le nombre de ses cotisants, ni le caractère de ses revendications ne l'autorisent à assumer ? Les Botherat, les Lafont vantent à satiété les mérites du syndicalisme d'outre-atlantique, que ne se souviennent-ils, consultant au besoin leur ami Hagauer, de l'apreté de certaines luttes ouvrières aux U.S.A., où les syndicalistes ne se précipitent pas au devant des propositions patronales, mais combattent aussi longtemps que leurs objectifs propres ne sont pas atteints !

La C.F.T.C., de son côté, a calqué son attitude sur celle de F.O., s'attachant cependant à donner l'illusion de l'autonomie, de la démocratie interne, mais ratifiant finalement les décisions des dirigeants de F.O. Notons toutefois que, dans certains cas, ce « syndicat confessionnel » s'est montré plus énergique, plus « à gauche » que F.O. !

La C.G.T., enfin, ne s'est pas privée, depuis le début du mouvement, de saboter les grèves, par son action à la base autant que par sa presse : comme chez Renault, les cadres cégétistes se sont employés partout à détourner les travailleurs de la revendication, notamment chez les postiers et à la S.N.C.F. L'Humanité s'est, parallèlement, attachée à semer la confusion ; le 22 mars, on se contenta de titrer « La C.G.T. recommande : 1° le dépôt immédiat des revendications ; 2° la formation des comités d'unité » (que les cadres cégétistes combattent dans les entreprises). Le 24 mars, on titre « Première défaite du gouvernement. Salaire minimum porté de 78 à 84 fr. » (ce que la « Revue de Presse » du 26 mars présente au contraire comme une hypocrisie gouvernementale). Le 26 mars, une proposition de la R.A.

T.P., repoussée par le comité de grève est présentée comme « un premier recul de la direction » !

C'est ainsi que, guidé par des préoccupations toutes politiques, les dirigeants se sont efforcés de rendre stérile un mouvement d'une ampleur considérable, traduisant un sursaut d'énergie des travailleurs...

Tout est encore possible !

Comme n'hésite pas à l'écrire Jean Navier dans *Combat* du 23 mars :

« Il n'est pas vrai qu'un nouvel équilibre salaires-prix puisse se fonder sur les augmentations médiocres qui vont être accordées. Non seulement, en effet, les hausses de prix intervenues depuis l'été dernier seront loin d'être compensées, mais encore d'autres hausses sont annoncées et prévues par le gouvernement lui-même ; il s'agit des dernières répercussions des hausses monétaires, il s'agit également du relèvement inévitable du prix du charbon (10 %) répercuté sur de nombreuses industries, des hausses des tarifs de l'électricité (30 % en moyenne), et il y aura en outre les incidences sur certains prix des augmentations de salaires... »

On voit que le problème de fond ne sera pas résolu, qu'il aura été une fois encore esquissé. Quoi d'étonnant quand le gouvernement se voit contraint de régler le problème des salaires sans avoir mis au point une politique économique, sans s'être prononcé sur le régime des subventions, sans même avoir fait voter le budget ?

Il est donc manifeste que la période actuelle doit être utilisée par les travailleurs pour pousser le gouvernement dans ses derniers retranchements, l'amener à céder le maximum, le forcer à faire supporter au budget de guerre les dépenses que nécessitera la satisfaction des revendications !

Il est encore possible, par l'action directe, dans le présent climat de demi-échec, mais aussi concédons-le, de demi-victoire, d'arracher à la coalition Patronat-Etat :

L'augmentation générale, non hiérarchisée, des salaires ;

L'échelle mobile, calculée sur les avantages obtenus ;

La suppression des abattements de zone ;

L'extension du régime des congés payés ;

La résorption du chômage par la limitation des heures de travail.

Ajoutons, immédiatement, que ce programme ne peut être atteint que si les travailleurs développant l'ESPRIT UNITAIRE qui a caractérisé les dernières grèves font l'effort de reprendre en main leurs organisations respectives, de les associer entre elles pour l'ACTION COLLECTIVE ET CONCERTÉE à mener, ce qui est facilité par la poursuite de la grève du métro et les pourparlers des fonctionnaires encore en cours ainsi que le débrayage de 60.000 mineurs.

Tout donne à penser que cette unification des forces ouvrières ne pourra être le résultat que d'un effort de longue haleine. Cependant, il n'est pas impossible, sous l'impulsion des milliers de militants sincères et dévoués qui existent dans tous les syndicats, que se décide enfin à l'action, la masse considérable des non syndiqués ou syndiqués pour la forme.

Les anarchistes, pour leur part, conscients de l'aggravation de la situation économique des travailleurs, persuadés, de plus, de l'urgence qu'il y a pour tous les hommes d'arracher aux gouvernements les milliards que ceux-ci consacrent à la guerre, radicalement opposés, enfin, de par leur position à 3° FRONT, à tous les politiciens au service de la régression sociale, sous quelque étiquette qu'elle se manifeste, se sont depuis des années attelés à cette tâche de regroupement de toutes les énergies susceptibles de faire triompher des objectifs valables. Aujourd'hui, une fois de plus, LA FÉDÉRATION ANARCHISTE appelle tous les travailleurs à FAIRE FRONT à l'hypocrisie du gouvernement et à la trahison des dirigeants syndicaux, à s'unir et à reprendre le combat.

LE MEETING de la C. N. T.

P LUSIEURS centaines de travailleurs français et espagnols étaient venus, le dimanche 25 mars, au palais de la Mutualité, pour exprimer leur solidarité au peuple espagnol en lutte.

De vifs applaudissements soulignèrent les interventions des orateurs, parmi lesquels F. MONTSENY (M.L.E.-C.N.T.), SANS SICART (A.I.T.), BOUYE (C.N.T.-F.A.F.), Pierre ARRAGON (C.N.T.) et Charles DEVANÇON, au nom de la F. A.

Une atmosphère vibrante, tour à tour entretenue par les orateurs français et espagnols, se maintint tout au long de ce magnifique meeting qui fit la démonstration que la solidarité révolutionnaire n'est pas un vain mot.



La Police impuissante assiste passivement au déroulement de la grève de Barcelone

Ainsi, à mesure que nous parvenons les documents relatifs aux journées glorieuses de Barcelone, se précise la vision des événements qui se sont déroulés en Catalogne. Il est clair, à présent, que le succès de la grève est dû à la conjonction de deux réalités essentielles de la vie sociale en Espagne : d'une part, mécontentement profond et général des masses populaires, d'autre part, présence et action d'organisations révolutionnaires capables, au moment opportun, d'assurer à ce mécontentement une expression féconde.

(Suite page 2, col. 4.)

Ayant consenti sur le salaire minimum garanti une augmentation de 11,50 % pour Paris et de 15,50 % pour la province, le gouvernement a prétendu, non seulement qu'il s'agissait d'une augmentation effective, mais encore que les travailleurs de province devraient maintenant s'estimer particulièrement satisfaits. Or, en réalité, le salaire minimum ne servant pas au calcul du rajustement des salaires qui sera très variable suivant les professions, n'a de signification que symbolique et, de plus, si l'augmentation annoncée doit porter à 85 francs le salaire horaire pratiqué en province, les travailleurs ne recevront guère plus de 74 francs ! Cependant, la hausse des prix s'élève à 15 p. 100 pour tous...

Mais l'hypocrisie essentielle du gouvernement a été de faire suivre l'annonce de l'augmentation des salaires de celle d'une hausse des tarifs du gaz, de l'électricité, du charbon ! En effet, il ne saurait s'agir là d'une conséquence de l'amélioration — provisoire — des salaires ouvriers, pour la simple raison, mise à part la mesquinerie de celle-ci, que ce sont les salaires qui, pratiquement bloqués depuis septembre, ont fait les frais de l'écart de 15 % qui s'est produit sur les prix pratiqués. De plus, les industries du charbon, du gaz, de l'électricité n'ont pas encore été touchées par l'augmentation des salaires, les pourparlers étant toujours en cours, ou leurs résultats provisoires, les hausses sur les transports et autres tarifs annoncées pour le 4 avril sont encore plus odieuses.

TRAHISON DES DIRIGEANTS

Bien que le programme d'action des syndicats ait été en lui-même valable, en ce qu'il revendiquait ce que les anarchistes préconisent depuis... 1946 notamment l'échelle mobile, et de plus, la suppression des zones de salaires, pour laquelle nous avons toujours combattu au nom de l'écrasement de la hiérarchie, on ne peut que déplorer et condamner l'attitude désastreuse des dirigeants nationaux, et nous tenons à souligner ce dernier adjectif.

FORCE OUVRIÈRE a, pour sa part, illustré la ligne de conduite qui lui est coutumière par des exemples éloquentes. Dans la métallurgie, F.O. porte toujours la responsabilité d'un accord sur 7 % d'augmentation. Dans les industries énergétiques de la R.P. (gaz et électricité), les dirigeants ont dénoncé, le 20 mars, l'ordre de grève donné le 19. Dans les mines, c'est l'acceptation d'une augmentation de 10 %, dès que celle-ci est proposée, sans consultation de la base qui, depuis septembre, se voit freinée dans ses efforts d'action unitaire : les 12 milliards proposés par le gouvernement n'auraient d'ailleurs dû être considérés que comme la compensation de ce que la non-application du statut des mineurs

Le 3° Front et les déviationnistes

N OTRÉ position 3° FRONT, d'opposition irréductible aux deux impérialismes, repose, comme nous l'avons maintes fois déclaré, sur une appréciation de la situation mondiale qui, s'imposant progressivement au sens commun, est maintenant partagée par tous les individus lucides, animés d'une volonté d'émancipation sociale. Or, dès 1945, Victor Serge, qui était incontestablement l'un d'eux, écrivait :

« Le mouvement socialiste n'a plus à affronter, comme naguère, un adversaire unique, le conservatisme capitaliste. Cet adversaire, essouffé et discrédité n'existe et ne compte sérieusement sur le continent européen que dans la mesure où il compte encore sur des appuis extérieurs qui peuvent être très sérieux. Le mouvement socialiste doit encore affronter l'influence et l'intervention directe du totalitarisme communiste soutenu par une très grande puissance économique, policière et militaire. Le drame historique n'est plus comme à la fin de la première guerre mondiale joué par deux protagonistes principaux — socialisme contre capitalisme — mais par trois protagonistes devenus fort inégaux : capitalisme disqualifié, socialisme dépourvu d'appui étatique et totalitarisme communiste. » (1)

Est-il permis, dans ces conditions, de revendiquer la position 3° FRONT, comme l'aboutissement original de la pensée anarchiste ?

Nous répondrons par l'affirmative. Il est incontestable en effet, qu'il y a nécessité absolue, pour adopter une telle position, de rejeter les œillères idéologiques aussi bien d'une interprétation capitaliste que marxiste, ou marxiste de la situation. Cependant la question s'est posée, pour certaines minorités de gauche, de concilier leur adhésion à des conceptions qui proclamaient l'existence d'une infra-structure socialiste en U.R.S.S., avec une attitude autonome en temps de guerre. Rien ne permet encore de prévoir quel terme de l'alternative l'emportera, mais d'ores et déjà, l'on peut affirmer que la CONDITION ESSENTIELLE D'UNE ACTION EFFICACE SERA L'ADHESION A UNE INTERPRÉTATION RÉALISTE, ANARCHISTE, DE LA CONJONCTURE SOCIALE, impliquant le rejet des vues traditionnelles, « marxistes », sur la nature des forces en présence. L'on ne saurait, en effet, s'opposer irréductiblement aux deux impérialismes, qu'en reconnaissant le bien-fondé de la démission du bloc soviétique que se sont manifestés ces temps derniers en France (« La Lutte ») en Italie (Magna-Cucchi) et en Allemagne (U.A.P.D.), elle paraît être parallèle à celle qu'ont suivi les partis sociaux-démocrates dans tous les pays. L'accord réalisé, à cet égard, significatif. Quoi qu'il en soit, une telle tactique de regroupement sur le terrain national ne saurait se confondre avec la tactique révolutionnaire du 3° FRONT INTERNATIONAL.

(Suite page 2, 1^{er} col.)

Charles DEVANÇON.

AVENIR ALGERIEN

A UCUN élément marquant en Algérie. Rien de nouveau outre-mer, si ce n'est le retour au calme après la fièvre électorale. Là encore, nos prévisions — la prophétie était sans risque — se sont réalisées : trinquages et violence d'une part, autre part, abstentions considérables (30 à 40 %, selon les centres) et enfin infime représentation de « gauche ». Autre événement : la démission du proconsul Naegelien Marcel-Edmond. En bref, rien qui vaille la peine qu'on en parle. Cela me permet de reprendre ce projet que j'avais fait, de repartir du problème nationaliste. Dans le « Lib » du 16 février 1951, notre camarade Saïl Mohamed, au long d'un excellent article (La mentalité Kabyle), mettait en relief la duplicité nationaliste et le farouche fond d'individualisme tempéré de fédéralisme du peuple kabyle. Il est certes exact que le nationalisme soit un fruit

de conscience de classe (plutôt que de nation, comme c'est le cas le plus fréquent), c'est ce qui nous distingue des nationalistes ; 3° Par l'éducation sociale, et avant

Solidarité ouvrière

D ES milliers de résolutions ont, en France, confirmé la solidarité profonde qui unit les travailleurs conscients de France et d'Espagne ! Certaines d'entre elles, établies à l'instigation de staliniens, conservent cependant toute leur valeur ; les travailleurs de toutes tendances qui s'associent à de tels appels répondent, incontestablement, aux exigences profondes de leur conscience. Nous regrettons de ne pouvoir citer que quelques-unes des collectivités qui ont rédigé de telles résolutions. Citons cependant :

La collectivité du secteur des cheminots de Tours, au nom de ses 5.000 mandants ; le personnel de l'hebdomadaire sportif « Miroir sportif » ; les étudiants du sanatorium de Saint-Hilaire-du-Touvet ; la section Nice-Ville du syndicat des ouvriers et employés de l'Electricité et Gaz de France ; une résolution signée de la direction, des instituteurs, du personnel technique, de l'école de Beauvallon, à Dieulefit (Drôme) ; toutes les entreprises de Tarbes ; la Polyclinique des œuvres sociales, rue Boulanger, à Paris ; les mineurs de la mine « Sans Nous » (Gard) ; une pétition signée d'un grand nombre d'habitants du 7^e arrondissement ; les rouliers de Saint-Pierre-des-Corps ; les cheminots retraités de Tours ; le syndicat des cheminots C. G. T. de Tours ; les travailleurs de la mine de Borsmoreau et de la T. S. E. (Creuse) ; l'Union départementale de la Dordogne ; l'Union locale des syndicats de Périgueux ; les cheminots C. G. T. de Montauban ; la section du syndicat autonome des instituteurs de la Haute-Savoie, etc...

toutes choses, par la lutte contre l'analphabétisme, lutte qui sera menée sur le plan syndical et impulsée par les instituteurs libéraux. L'éducation (celle des femmes aura un rôle déterminant) sera le premier pas à accomplir pour la renaissance de l'esprit révolutionnaire. (Le socialisme le sait, qui tente de saboter la scolarisation, ou ce qui est plus dangereux encore, de l'utiliser à ses propres fins par le noyautage et l'embourgeoisement des élites). L'éducation sociale se fera aussi par l'apprentissage de l'association et de la gestion ouvrière au sein des syndicats, coopératives (en plein développement parmi les musulmans), collectivités agricoles et cela malgré l'imperfection des uns et le paternalisme étatique qui s'appesantit sur les autres ;

4° Par l'aveil de la libre pensée, mais il semble bien que la libre pensée, qui fut florissante au XI^e et XII^e siècles en pays arabe, ne pourra se développer qu'à partir d'un certain niveau de culture que sont bien loin d'atteindre les 90 % d'illettrés qui peuplent la terre algérienne.

Cette tâche aux multiples faces devra être menée activement au sein même du système colonialiste, et si celui-ci croule avant qu'une organisation libérale puisse penser prendre la succession, si donc s'établit, ce qui est plausible, une république nationaliste, les anarchistes d'Afrique du Nord continueront leur œuvre avec les moyens du bord, sapant lentement ou violemment, jusqu'à la révolution libérale, les fondations de l'exploitation coloniale ou nationale.

Guy MARTIN (M.L.N.A.).

GALA ANNUEL
DE « DÉFENSE
DE L'HOMME »

Un programme de choix...

13 AVRIL 1951

PALAIS DE LA MUTUALITE

retirer les places
145, quai de Valmy, Paris (10^e)

Une interview exclusive

AHASVÉRUS-LAVARÈDE 1951

J'ai rencontré l'autre jour le lui errant Ahasvérus sur la place de la Concorde. Il venait de fêter son deuxième anniversaire, mais il ne trouve pas le temps long.

J'ai encore beaucoup à voir, m'a-t-il dit. Le malheur, c'est que les difficultés pour voyager se compliquent.

Comment ?

— C'est très simple. Il me semble que, de nos jours, on possède tout de même des moyens de locomotion qui n'existaient pas au temps de Jésus-Christ, non plus qu'au temps de Charlemagne, ni même de Napoléon autrefois.

Certes, reconnaît-il, autrefois ce n'était pas drôle. Il y avait de fameux obstacles : les mers, les déserts, les montagnes... Pour les franchir, que de fatigues ! J'ai traversé l'Asie avec Marco Polo, l'Atlantique avec Christophe Colomb, les Alpes avec Bonaparte, le Sahara avec... et j'ai traversé l'Amérique avec Gustave Adolphe et les barbares avec Amundsen... Tout ça à pied ou sur des esquifs désolés.

Tandis qu'aujourd'hui, rétorquait-il, l'avion, l'automobile, le chemin de fer, les bateaux à vapeur et à mazout font des voyages un plaisir, et des obstacles une risée.

Erreur, me répondit le lui errant. Il est aujourd'hui plus difficile d'aller à Stettin qu'à Kiev qu'il ne l'était d'aller à la cour du Grand Mogol au temps de Marco Polo. Tiens ! quand Lavarède a accompli son tour du monde avec ses cinq sous dans sa poche, je l'ai tiré d'affaire deux ou trois fois, en lui refilant quelques tuyaux que m'avait procurés mon expérience de globe-trotter. On peut voyager sans argent. Mais au XX^e siècle, on ne peut voyager sans papier. Or, je ne suis reconnu, ni comme citoyen par Israël, ni comme étranger par l'O.N.U. ; je n'ai donc aucun passeport.

Après un silence mélancolique, il continua :

— En outre, les obstacles d'autrefois, montagnes, océans, régions stériles, côtes inhospitalières, n'étaient que de la géographie, en compagnie des obstacles d'aujourd'hui. Berlin et Vienne sont découpées chacune en cinq zones, comme des gâteaux d'Épiphanie. Votre spéléologue Norbert Castetier racontait l'autre jour qu'il avait été obligé d'interrompre pendant quinze ans ses explorations souterraines dans les Pyrénées en raison de la fermeture de la frontière franco-espagnole. Si Liechtenstein ou Monaco fermaient la leur pendant que j'y suis, je serais drôlement coincé !

Éventualité improbable, murmura-t-il.

— Je ne puis plus aller nulle part, reprit-il. J'ai eu un mal de voler à passer les frontières. En Allemagne, on m'a flanqué deux mois de prison pour avoir essayé de franchir la ligne de démarcation, et je me suis cassé le nez sur le rideau de fer. Dans les sables du Soudan, que j'avais au siècle dernier employées sans danger avec Brazza, je me suis fait pincer pour n'avoir pas payé la caution coloniale. Même la Palestine est partagée en plusieurs zones à la limite desquelles, pour un oui, pour un non, Arabes et Juifs nous tiennent dessus. Et, le mois dernier, comme je me promenais tranquillement en Corée, j'ai failli me faire tuer au moment où je passais le 38^e parallèle que je n'avais même pas vu...

Et désabusé, Ahasvérus conclut :

— S'il n'y a plus moyen de parcourir le monde, je finirai comme le « Petit lui », de feu La Fouchardière : zozoue pontifical à la cité du Vatican.

l'essai de le consoler en ces termes :

— Ce sera du moins une situation de tout repos. Tu as eu la chance d'échapper aux fous crématrices d'Hitler. Pour la protection du Saint-Père, tu seras sûr d'échapper au four crématoire de Salan.

Pierre-Valentin BERTHER.

LE 3^e FRONT ET LES DÉVIATIONNISTES

(Suite de la première page)

Reconnaissons immédiatement, cependant, que notre propre souci de cohésion idéologique et pratique n'est pas toujours éprouvé par nos adversaires et qu'il est probable qu'un certain nombre d'entre eux seront appelés, par illogisme et sous la pression des circonstances, à mener une action parallèle à la nôtre. Il n'empêche qu'en ce qui concerne la diffusion des conceptions de lutte sociale, le regroupement de l'avant-garde prérévolutionnaire qui milite dans divers mouvements (syndicats, A.J., A.G.E.), la fondation progressiste des masses, SEULES SONT SUSCEPTIBLES DE PORTER LEURS FRUITS DES POSITIONS NETTES ET CLAIREMENT FORMULÉES. Un ralliement tardif à ces mêmes conceptions ne pourrait être que stérile. Déjà, le large écho rencontré par notre 3^e FRONT peut témoigner en faveur de cette thèse.

En guise de conclusion, nous rappellerons également avec Victor Serge, en quels termes se pose actuellement le problème du combat pour l'émancipation sociale : « Quand le communisme feint de se mettre à la tête des masses et bien qu'il ne puisse que poursuivre ses propres fins, la situation des socialistes devient dramatique. S'illier à un parti totalitaire fortement dirigé et appuyé de l'extérieur, c'est forcément se subordonner à lui. Combattre pour lui donner une victoire, c'est combattre pour établir des régimes qui fusilleront les socialistes les plus intègres, déporteront les autres et aboliront la liberté individuelle, la démocratie. Refuser de s'illier aux communistes quand ils déclenchent une action, c'est se faire accuser de complicité avec le conservatisme, sinon de contre-révolution. Les mouvements socialistes, risquent, dans ces circonstances, d'être exploités par les totalitarismes, déviés, défigurés et finalement détruits. »

« La condition première de la renaissance du socialisme européen semble donc être qu'il maintienne avec lucidité et fermeté une indépendance absolue vis-à-vis du communisme totalitaire... Les socialistes... doivent, sous peine d'être inévitablement trahis, maintenir leur propre physionomie combattive, et cela veut dire : affirmer sans la moindre abdication leur idéologie de liberté, de démocratie, leur critique du totalitarisme, leur réprobation des persécutions politiques de l'U.R.S.S., leur programme propre de reconstruction du monde... Cette intransigeance est devenue pour nous une condition d'existence. Reconnaissons qu'elle est très difficile à maintenir et implique l'acceptation d'assez grands risques. » (1)

- (1) Victor Serge. Le nouvel impérialisme russe, p. 15-16 (en vente au Lib.).
(2) Voline. La Révolution inconnue, p. 325-391. (Dès le XIV^e Congrès du Parti communiste (bolchévique), en décembre 1925, le marxiste Kamenev appliquait le terme de CAPITALISME D'ÉTAT à l'U.R.S.S.).

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1^{re} REGION

AMIENS. — En vue de la reorganisation du groupe, les camarades et sympathisants de notre mouvement ont prié d'entrer en contact avec le camarade Leroy Gilie, au Hamel, par Corbie (Somme).

LILLE. — Pour le Service de librairie, entre ou voir Georges Laureys, 80, rue Francisco-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

2^e REGION

PARIS V et VI. — Le lundi 5 mars, réunion ouverte aux sympathisants et lecteurs du « Lib », salle des Sociétés Savantes, à 21 heures.

La réunion de l'Inter-Fac, aura lieu à 20 h. 30, même date, même salle. Ouverte à tous.

PARIS-XIII^e. — Le groupe se réunit tous les quinze jours (le jeudi) et organise périodiquement des causeries-conférences.

Pour renseignements et adhésions, s'adresser : Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

ASNIÈRES. — Réunion les 2^e et 4^e mardis de chaque mois, Salle 2, Centre administratif, place de la Mairie.

AULNAY-SOUS-BOIS. — Le groupe invite les militants et sympathisants aux réunions qui se tiennent chaque samedi au « Petit Oryano », place de la Gare, à 20 h. 30.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Réunion tous les mardis, à 21 h. 104, bd Jean-Jaurès. Métro Marcel-Sembat.

COURBEVOIE-PUTEAUX. — Assemblée générale le lundi 2 avril : préparation Congrès. Présence indispensable. Sous-sol des écoles, 38, rue de Metz, à Courbevoie.

MALAKOFF. — Pour renseignements et adhésions s'adresser : vendeur du Lib, rue Beranger. Le dimanche matin.

MELUN. — Le groupe est en formation. Pour tous renseignements et adhésions, s'adresser 145, quai de Valmy.

MONTEUR-ROUGE. — Le groupe est formé. Pour renseignements et adhésions, s'adresser : vendeur du Lib, avenue de la République, « proximité Cinéma Palais des Fêtes ».

ARCHIVES-DOCUMENTATION

Le secrétariat aux Archives et Documentation tient à remercier les camarades qui ont répondu à son appel. Déjà une partie de la collection du « Libertaire » paru entre les deux guerres est reconstituée. C'est insuffisant. Nous devons posséder la collection complète. Nous invitons à nouveau tous ceux qui prennent intérêt au fonctionnement d'un service d'archives à nous adresser, ne serait-ce qu'un exemplaire, les numéros du « Lib » paru depuis 19... jusqu'en 1939.

Le service archives ne limitant pas à la reconstitution de collection du « Lib », nous demandons à tous les militants de nous aider dans notre tâche en nous envoyant toute la documentation qu'ils jugeraient utile à notre organisation.

Le secrétaire.

PARIS-NORD. — Assemblée générale du groupe le samedi 31 mars à 20 h. 30, Café Le Vieux Normand (face métro Rome). Ordre du jour : Congrès régional.

ST-DENIS ET ENVIRONS. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, café Pierre, salle du premier étage, 51, Bd Jules-Guesde, à côté de l'église neuve.

VERSAILLES. — Réunion du groupe tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser à la permanence, Café Héloïse, 23, rue Montbaillon ou au vendeur du « Lib », chaque dimanche, au marché.

3^e REGION

REIMS. — Réunion le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, à 20 h., au Café du Port. Sec. 13, rue Gosset. Un service de librairie fonctionne tous les dimanches matin sur le marché Jean-Jaurès.

4^e REGION

LORIENT. — Libertiaires et sympathisants. Pour renseignements : tous les jeudis, de 14 h. à 19 h. 45, café Bozoz, quai des Indes.

NANTES. — Permanence tous les samedis, de 18 h. à 20 h. 30, rue Jean-Jaurès. Sympathisants écrire à Henriette Le Schédec, 33 rue Jean-Jaurès.

Les groupes n'étant pas à jour avec la trésorerie régionale, sont priés de retourner le matériel vendu et régler ce qu'ils doivent sous huit jours. Le C.G.P. Bernard Salmon n'est plus valable, régler à l'adresse suivante : R. Pantalès, 15, rue J.-B.-Fourcault, à Tréziac (M.-et-L.).

5^e REGION

GERMINAL-MACON. — Tous les camarades désireux de participer au mouvement anarchiste français, sont invités à se mettre en relation avec le camarade Chanoir Marcel, Pierrefonds (S.-et-L.).

Pour tout ce qui concerne la littérature, s'adresser au camarade Guy Bourgeois, place Saint-Pierre, Mâcon.

LE CRUSOT-MONTCHANIN-LES MINES. — Les lecteurs du « Lib » et sympathisants libertiaires sont priés de bien vouloir prendre contact avec le camarade Bouliav, n° 183 à la Glacière Montchanin.

NIEVRE. — Les libertiaires et sympathisants de ce département, sont priés de se mettre en rapport avec le camarade Peinodé, Les Berrins, par Narcy (Nievre).

6^e REGION

LE MANS. — Réunion du groupe premier vendredi de chaque mois. Renseignements et adhésions : Secteur Nord : Paul Mauget, 15 avenue L.-Cordelet.

Secteur Sud : Raymond Beaulaton, 51, rue de Rauduin.

7^e REGION

En vue de la reformation du Groupe de Brive, les camarades militants ou sympathisants libertiaires de la région sont invités à écrire à Jean Viellemaing, cordonnier, à Aubazine, Corrèze, qui se tiendra à leur disposition pour tous renseignements.

THIERS. — Les groupes et les camarades isolés doivent s'adresser : Secrétariat

Le travail des enfants est apparu au début du XIX^e siècle, au moment où le développement du machinisme occasionnait une grande misère chez les ouvriers.

On les employait à partir de 6 ans à des travaux simples et faciles, mais dans une atmosphère souvent malsaine. Leur journée de travail était parfois de plus de 15 heures et ils étaient rudoyés s'ils avaient la faiblesse de s'endormir.

Aujourd'hui ne réglementait l'âge du travail, aucun horaire, ni surveillance médicale n'était prévue pour eux. Depuis, des améliorations sensibles ont été obtenues, mais c'est seulement des dernières années que les assistantes ont vraiment porté attention aux problèmes biologiques et sociaux posés par le travail des jeunes.

C'est en effet entre 14 et 20 ans que les métamorphoses physiques et morales sont les plus importantes. A partir de 13 ans, la croissance s'accroît, les membres inférieurs s'allongent, puis le thorax, et c'est seulement vers 17/18 ans que le jeune s'élargit et se muscule. C'est l'âge de la puberté, de l'évolution sexuelle. La fatigue occasionnée par la croissance crée une période de grande vulnérabilité aux maladies : 30 % des cultures réactions deviennent positives entre 15 et 19 ans. Pour faire son ossification, le jeune a besoin de calcium et est sujet au rachitisme. Il est pâle, surement fatigué, même s'il vit dans une famille aisée où un travail précoce ploi trop pénible ou un travail précoce peuvent avoir pour résultat une croissance insuffisante et des maladies graves à acquiescer une mauvaise dentition, la résistance, la capacité respiratoire sont très diminuées.

Parallèlement à son développement physique, l'adolescent affirme sa personnalité. Vers 15-16 ans le jeune manifeste son opposition à son milieu, il s'en détache, cherche son autonomie. Puis, vient une phase d'incertitudes et de doutes, la résistance, la capacité respiratoire sont très diminuées.

Malheureusement, ceux qui sont occupés à débiter 2 ou 3.000 pièces par heure, ne peuvent pas lire, et ne peuvent pas acquiescer une mauvaise dentition, la résistance, la capacité respiratoire sont très diminuées.

Sur le plan professionnel, c'est une erreur de vouloir commencer trop tôt l'apprentissage d'un métier. C'est seulement à partir de 13/14 ans que l'enfant peut effectuer à la fois des gestes puissants rapides et adroits. La maîtrise gestuelle commence vers 15 ans ; à partir de cet âge on peut demander de la précision, de la minutie et la complexité des mouvements.

Les tests d'intelligence montrent également une progression dans la capacité à résoudre des problèmes, mais avec de « trous » pendant la période de la puberté. Le niveau intellectuel est supérieur entre 14 et 15 ans, il y a chute vers 15-16/17 ans. A 15 ans, l'individu n'est pas encore un adulte. Avant cet âge l'enfant joue, en se servant d'objets à l'image de ceux des adultes, mais utilise les outils des adultes, fait quelque chose de vrai. Son intérêt est pour un certain nombre de choses, il se manifeste, mais ses goûts sont encore imprécis et sujets à des modifications considérables.

L'âge professionnel est également fixé à 14 ans. Il résulte des observations faites sur le plan physique, intellectuel et moral, que l'âge du travail devrait être porté vers 16 ou 17 ans. Il y a malheureusement des réalités économiques dont il faut tenir compte. Les difficultés de la vie incitent les parents à faire travailler leurs enfants afin que leur salaire vienne compléter celui de la famille. Le nombre des écoles professionnelles, des centres d'apprentissage, est insuffisant. Leurs programmes ne sont pas toujours adaptés à l'âge des enfants. Des primes d'apprentissage appropriées aux capacités pourraient être distribuées afin de permettre aux jeunes d'acquiescer une formation professionnelle réelle.

Le code du travail a déterminé un certain nombre de professions qui ne doivent pas être effectuées par les jeunes : ce sont les métiers dangereux, les métiers capables de nuire à la moralité et les travaux pénibles. La consultation d'un centre d'orientation professionnelle a été rendue obligatoire par la loi du 24 mai 1938. Mais les tests ont lieu sur des enfants en pleine évolution, et les renseignements donnés ne sont valables que pour l'état du jeune à un moment précis. L'orientation devrait être continuée au cours de l'existence.

Pour le choix d'un métier, il a été question d'une formation polyvalente : En faisant passer l'enfant dans divers ateliers, on a pensé qu'il serait possible de voir la profession convenant à ses goûts et à ses capacités. On se heurte à de nombreuses difficultés techniques : il y a 15 groupes de métiers, les moniteurs ont à éduquer des enfants toujours nouveaux, et seuls les élèves particulièrement studieux peuvent donner un bon travail, car il ne leur est possible que d'effectuer les tâches sans s'y fixer. Les médecins, le sont partout, et les bons peuvent réussir dans plusieurs ateliers.

La meilleure solution serait de tenir compte du goût de l'enfant pour une branche professionnelle, un genre et un milieu de travail, et de déterminer plus tard la profession définitive, dans laquelle, suivant ses capacités, le jeune pourrait encore gravir des échelons.

Du choix de la profession dépend le bonheur de l'individu et son adaptation à la société ; ces questions peuvent nous laisser indifférents, car d'immenses progrès sont encore à faire dans ce domaine. La commission jeune n'a pas la prétention de tout résoudre ; elle ne peut que poser les problèmes, en demandant aux jeunes de s'y intéresser et de nous communiquer leurs expériences dans ce domaine.

Quel profit ont-ils tiré des consultations d'orientation ? Ont-ils fréquenté des écoles professionnelles, des centres d'apprentissage, dans quelles conditions fonctionnaient-ils ? Toute documentation nous sera précieuse pour des travaux ultérieurs et nous mettra en contact direct avec les jeunes, à qui sont destinés les articles de notre rubrique.

LES HOMMES DU 3^e FRONT, par leur présence et leur action et celles que soient les circonstances, regroupant tous les individus lucides, œuvrant dans ce sens, sur le plan international et dans une perspective révolutionnaire. Qu'ils soient entendus. Ils feront tout pour cela — et un ère de lutte et d'espoir s'ouvrira pour les masses !

LA FEDERATION ANARCHISTE DE FRANCE, au sein de l'INTERNATIONALE ANARCHISTE, se doit de rester à l'avant-garde du COMBAT 3^e FRONT. Ses militants, ses sympathisants, ses amis en propagant ses conceptions, en popularisant ses positions, en diffusant sa presse avec persévérance, l'aideront à s'y maintenir. Que chacun prenne ses responsabilités et le 3^e FRONT saura conquérir la victoire !

1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

ENFANCE... JEUNESSE...

Le travail des jeunes

faits sur le plan physique, intellectuel et moral, que l'âge du travail devrait être porté vers 16 ou 17 ans. Il y a malheureusement des réalités économiques dont il faut tenir compte. Les difficultés de la vie incitent les parents à faire travailler leurs enfants afin que leur salaire vienne compléter celui de la famille. Le nombre des écoles professionnelles, des centres d'apprentissage, est insuffisant. Leurs programmes ne sont pas toujours adaptés à l'âge des enfants. Des primes d'apprentissage appropriées aux capacités pourraient être distribuées afin de permettre aux jeunes d'acquiescer une formation professionnelle réelle.

Le code du travail a déterminé un certain nombre de professions qui ne doivent pas être effectuées par les jeunes : ce sont les métiers dangereux, les métiers capables de nuire à la moralité et les travaux pénibles. La consultation d'un centre d'orientation professionnelle a été rendue obligatoire par la loi du 24 mai 1938. Mais les tests ont lieu sur des enfants en pleine évolution, et les renseignements donnés ne sont valables que pour l'état du jeune à un moment précis. L'orientation devrait être continuée au cours de l'existence.

Pour le choix d'un métier, il a été question d'une formation polyvalente : En faisant passer l'enfant dans divers ateliers, on a pensé qu'il serait possible de voir la profession convenant à ses goûts et à ses capacités. On se heurte à de nombreuses difficultés techniques : il y a 15 groupes de métiers, les moniteurs ont à éduquer des enfants toujours nouveaux, et seuls les élèves particulièrement studieux peuvent donner un bon travail, car il ne leur est possible que d'effectuer les tâches sans s'y fixer. Les médecins, le sont partout, et les bons peuvent réussir dans plusieurs ateliers.

La meilleure solution serait de tenir compte du goût de l'enfant pour une branche professionnelle, un genre et un milieu de travail, et de déterminer plus tard la profession définitive, dans laquelle, suivant ses capacités, le jeune pourrait encore gravir des échelons.

Du choix de la profession dépend le bonheur de l'individu et son adaptation à la société ; ces questions peuvent nous laisser indifférents, car d'immenses progrès sont encore à faire dans ce domaine. La commission jeune n'a pas la prétention de tout résoudre ; elle ne peut que poser les problèmes, en demandant aux jeunes de s'y intéresser et de nous communiquer leurs expériences dans ce domaine.

Quel profit ont-ils tiré des consultations d'orientation ? Ont-ils fréquenté des écoles professionnelles, des centres d'apprentissage, dans quelles conditions fonctionnaient-ils ? Toute documentation nous sera précieuse pour des travaux ultérieurs et nous mettra en contact direct avec les jeunes, à qui sont destinés les articles de notre rubrique.

LES HOMMES DU 3^e FRONT, par leur présence et leur action et celles que soient les circonstances, regroupant tous les individus lucides, œuvrant dans ce sens, sur le plan international et dans une perspective révolutionnaire. Qu'ils soient entendus. Ils feront tout pour cela — et un ère de lutte et d'espoir s'ouvrira pour les masses !

LA FEDERATION ANARCHISTE DE FRANCE, au sein de l'INTERNATIONALE ANARCHISTE, se doit de rester à l'avant-garde du COMBAT 3^e FRONT. Ses militants, ses sympathisants, ses amis en propagant ses conceptions, en popularisant ses positions, en diffusant sa presse avec persévérance, l'aideront à s'y maintenir. Que chacun prenne ses responsabilités et le 3^e FRONT saura conquérir la victoire !

1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligatoirement ceux-ci venaient contempler des films concernant l'éducation sexuelle, et, rapidement, on observait la pudeur qui caractérisait notre époque interdire le film aux moins de 16 ans.

On peut penser que cette restriction est due à un souci psychologique tendant à préserver la « pureté » des jeunes, à leur éviter la révélation prématurée, trop brusque, trop réaliste, de ces délicates questions.

Lors de la Commune Hongroise de 1919, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de 13 ans, on avait mis à leur disposition des cinémas spéciaux où, obligato



CULTURE ET RÉVOLUTION



1871

NOTRE COMMUNE

1951

L'ANNIVERSAIRE de la chute sanglante de la Commune, de cette grandiose révolution sociale et libératrice du peuple travailleur de Paris, est toutes les années l'occasion d'une série de fêtes hypocrites organisées par les partis pseudo-socialistes pour présenter leurs propagandes électorales et autoritaires.

C'est pourtant bien la Commune de Paris qui avant Cronstadt et avant la Catalogne a nettement prouvé la puissance du mouvement spontané et libératrice des masses ainsi que le caractère néfaste de tout dirigisme. Marx lui-même était obligé de reconnaître en face des réalisations de la Commune, que l'émancipation des travailleurs ne pouvait être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Vérité fondamentale que ses disciples et des générations entières de militants ont oubliées par la suite. Le résultat de cet oubli fut la défaite de la révolution sociale pour toute une époque historique ; défaite terrible et profonde, non pas ouvertement déclarée comme celle des communistes devant les Versaillais, mais cachée et hypocritement camouflée en pseudo-victoire révolutionnaire.

Les nouveaux Versaillais n'ont ni déchéiré ni brûlé le drapeau de la révolution et du socialisme, ils l'ont adopté. C'est plus qu'un mensonge, c'est l'étranglement de l'idée révolutionnaire pour des générations. Les communistes ont été battus par la contre-révolution blanche dans une lutte ouverte et franche, au nom du capital et de l'Eglise. Les travailleurs du monde entier ont immédiatement compris la signification de cette défaite et la nécessité de la revanche. Combien de victimes faudra-t-il pour démasquer l'impotisme bolchéviste qui dure depuis trente-deux années ?

Les mouvements des masses pour une émancipation sociale totale ont échoué jusqu'à maintenant : ils n'ont pas conduit à l'abolition de toute exploitation et oppression de l'homme par l'homme mais ils ont

été vaincus par les vieilles classes et castes dominantes ou bien elles ont engendré des nouvelles classes et castes dominantes.

Cette deuxième forme d'échec des révolutions sociales nous intéresse plus particulièrement, puisque la défaite révolutionnaire s'y camoufle en pseudo-victoire, alors que cette victoire est en réalité celle d'un parti ou d'une autre élite révolutionnaire qui sur le dos des masses se transforme toujours — indépendamment des bonnes intentions — en nouvelle classe ou caste dirigeante.

La Grande Révolution Française fournit l'exemple classique d'une telle évolution tragique. Presque toutes les révolutions ultérieures, même quand elles englobent des tentatives plus ou moins développées d'émancipation sociale, suivent le même chemin.

On peut en conclure que les masses jusqu'à maintenant ne se sont pas encore avérées mûres pour leur auto-émancipation sociale totale. Ceci est exact dans ce sens que les masses travailleuses, même quand à certains moments et à certains endroits surtout dans la Révolution russe et dans la Révolution espagnole elles ont réalisé leur auto-émancipation totale sous forme de communes libératrices, ont toujours confié leur sort à une minorité (avant-garde, personnalité, etc.) et par là ont renoncé à leur auto-détermination réalisée au début de la révolution.

Le marxisme et surtout sa branche bolchéviste ont favorisé cette évolution tragique qui s'est répétée jusqu'ici dans toutes les révolutions des masses. Nous disons : favorisé, et non : causé, car aucune théorie ou idéologie, fut-elle marxiste, ne dispose d'une force absolue. Le marxisme a développé la théorie du stade transitoire étatique vers le socialisme, stade au cours duquel le pouvoir est délégué à un Etat ouvrier et où subsiste un certain degré d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme.

Le bolchévisme, de son côté, a développé et réalisé de façon conséquente cette théorie marxiste, en établissant la théorie de l'immaturité organique du prolétariat et à plus forte raison de la paysannerie (Lénine : *Que faire ?* 1903).

L'anarchisme, en rejetant dès le début les théories marxistes du stade transitoire socialiste et de l'Etat ouvrier, et en leur opposant l'idée de l'action directe pour la réalisation immédiate de la commune libre libératrice, a exprimé les besoins fondamentaux de toute révolution sociale.

C'est sur cette opposition fondamentale entre le marxisme classique et toute doctrine socialiste-étatique d'une part et l'anarchisme classique d'autre part, que se greffent et la gégénérescence étatique et fasciste (bolchévisme) du marxisme et du mouvement ouvrier socialiste-étatique tout entier, et les possibilités de l'anarchisme en tant qu'expression idéale de la révolution sociale.

Pour accroître ces possibilités, analysées à la lumière des expériences nouvelles du XX^e siècle, nous devons repenser tous les problèmes de la révolution sociale. Faire la critique anarchiste conséquente et systématique des expériences et théories pseudo-révolutionnaires des leurs débuts et par là dégager le chemin de l'émancipation humaine.

G. B.

Une protestation justifiée...

A Monsieur le Rédacteur en chef,

Le 14 mars dernier, Combat consacra son éditorial aux événements de Barcelone. Après avoir salué les grèves catalanes et présenté le mouvement avec objectivité, M. Fabiani, l'auteur de l'article, écrivait : « De même que les encoyolages de Pie XII avaient porté au fascisme italien son premier coup, la prise de position philosophique annonce le début de la dictature espagnole. »

Le fond du problème importe peu. Chaque fois que l'Eglise catholique romaine dispose de ressources telles qu'elle lui permettent d'être simultanément de part et d'autre de la barricade, afin de trouver son compte de quelque côté que le vent tourne.

Nous l'avons vu en Espagne, nous l'avons vu au cours de la dernière guerre, nous le reverrons encore. Cependant, lorsque l'archevêque de Majorque bénissait les aviateurs fascistes allant arroser de leurs bombes les populations espagnoles, lorsque l'archevêque de Clermont approuvait l'évangélisation de l'Éthiopie, le Pape n'a pas le moins du monde désavoué ses sous-ordres. S'il n'a pas lui-même soutenu ouvertement le totalitarisme, c'est pour l'unique raison que l'infatigable commandant la prudence. En toute circonstance, il s'est abstenu de condamner autrement qu'en termes sibyllins, et qui peuvent parfaitement passer pour s'appliquer à

d'autres choses, les différents régimes fascistes.

Une telle mauvaise foi n'aurait rien pour nous étonner, si elle s'exprimait dans un quelconque journal de droite. Mais nous nous élevons contre le procédé qui, sous couvert d'un quotidien, qui paraissait l'un des rares à maintenir une certaine honnêteté intellectuelle, tend à ternir l'éclat de l'action prolétarienne en Catalogne, au profit d'une réhabilitation de l'Eglise soudain promue au rang des « institutions des libertés volées ».

Déjà, au temps de l'affaire Mourre, l'un d'entre nous s'indignait contre le manque d'objectivité dont Combat avait fait preuve, quand il s'agissait de l'« affaire » de Georges Goldfayn, l'« enquête » qui suivit nous apaisa quelque peu.

Mais aujourd'hui la mesure est comble. Un quotidien qui, dans son éditorial, réalise autour du cadavre éventuel de Franco l'impensable union du peuple de Barcelone et de l'Ordre national, quel qu'il ait pu être son passé, est devenu un quotidien réactionnaire.

Recevez, Monsieur le Rédacteur en chef, l'assurance de notre considération distinguée.

Signé : J.-L. Bédouin, Robert Benayoun, André Bretol, Adrien Dax, Georges Goldfayn, Jindrich Heisler, Adonis Kyron, Benjamin Perret, Jean Schuster, Toyen, François, Valérie, Michel Zimbeca.

SERVICE DE LIBRAIRIE

ESSAIS ET PHILOSOPHIE

HAN RYNER : Crépulesc, 180 fr. (210 fr.) ; Dans le mortier, 180 fr. (210 fr.) ; Amant du tyran, 180 fr. (210 fr.) ; Songes perdus, 180 fr. (210 fr.) ; La soutane et le veston, 180 fr. (210 fr.) ; Bouche d'or, 180 fr. (210 fr.) ; La tour des peuples, 280 fr. (310 fr.) ; Les apparitions d'Ahavéus, 75 fr. (105 fr.) ; Le père Diogène, 75 fr. (105 fr.) ; Chère pucelle de France, 75 fr. (105 fr.) ; L'ami plural, 75 fr. (105 fr.) ; Le sphinx rouge, 200 fr. (280 fr.) ; La vie éternelle, 75 fr. (105 fr.) ; Jeanne d'Arc et sa mère, 200 fr. (280 fr.) ; Determinisme et libre arbitre, 20 fr. (30 fr.) ; Les origines sur la montagne, 280 fr. (310 fr.) ; MAX STERNER : L'unique et sa propriété, 325 fr. (355 fr.) ; MULTATULI : Pages selectas, 40 fr. (55 fr.) ; R. ASSO : Le sixième évangile, 300 fr. (330 fr.) ; L'Église et la limitation des naissances, 50 fr. (60 fr.) ; Histoire des chants de Maldoror, 300 fr. (330 fr.)

DIVERS

A. LORULOT : Sa majesté, l'amour, 750 fr. (820 fr.)

RELIGION

ET CLERICALISME

Upton SINCLAIR : Le Christ à Hollywood, 200 fr. (245 fr.) ; Jean JAURES : L'Eglise et la laïcité, 40 fr. (50 fr.) ; Jean COTTEREAU : Le complot clerical, 40 fr. (50 fr.) ; L'Eglise et le catholicisme, 40 fr. (50 fr.) ; L'Eglise et le Pétaïn, 120 fr. (150 fr.) ; La Cité sans Dieu, 100 fr. (130 fr.) ; S. FAURE : Les douze preuves de l'existence de Dieu, 15 fr. (25 fr.) ; La fausse rédemption, 15 fr. (25 fr.) ; L'imposture religieuse, 290 fr. (320 fr.) ; Les crimes de Dieu, 20 fr. (30 fr.) ; L'Eglise a menti, 60 fr. (90 fr.) ; La naissance et la mort des dieux, 60 fr. (90 fr.) ; V. HUGO : Le Christ au Vatican, 15 fr. (20 fr.) ; Il vendait Jésus-Christ, 35 fr. (45 fr.) ; Han RYNER : L'Eglise devant ses juges, 150 fr. (180 fr.) ; Les laïques de la religion, 35 fr. (45 fr.) ; La cruauté de l'Eglise, 35 fr. (45 fr.) ; MUSSOLINI : L'homme et la divinité, 35 fr. (45 fr.) ; A. LORULOT : Les Jésuites (35 fr.) (50 fr.) ; L'Eglise contre les travailleurs, 35 fr. (45 fr.) ; L'Eglise et la limitation des naissances, 50 fr. (60 fr.) ; Les secrets des Jésuites, 35 fr. (50 fr.) ; Lourdes, 30 fr. (40 fr.) ; Les crimes de l'Inquisition, 35 fr. (45 fr.) ; L'Eglise et la guerre, 150 fr. (180 fr.) ; L'Eglise et l'amour, 100 fr. (130 fr.) ; La bible comique, 250 fr. (280 fr.) ; La vie comique de Jésus, 250 fr. (280 fr.) ; Histoire des papes, 250 fr. (280 fr.) ; La vérité sur la Salette, 25 fr. (35 fr.) ; Un mois chez les curés, 200 fr. (230 fr.) ; Pour ou contre la franc-maçonnerie, 50 fr. (65 fr.) ; La libre pensée au micro, 60 francs (80 fr.) ; La vérité sur la vierge de Boulogne, 12 fr. (17 fr.) ; ABEL CASSIS : La honte des siècles, 150 fr. (180 fr.) ; V. VERGNAUD : Histoire sincère des religions, 150 fr. (180 fr.)

— L. FRATERRETO : Les progrès du cléricanisme, 20 fr. (30 fr.) ; Sociétés et erreurs du catholicisme, 50 fr. (65 fr.) ; Docteur ZELTEN : La tyrannie cléricale, 20 fr. (30 fr.) ; E. HERBERT : La vie de Michel Servet, 30 fr. (40 fr.) ; G. W. FOOTE : Histoire des vierges mères, 75 fr. (105 fr.) ; P. LANGEVIN : La laïcité pensée et l'Ordre national, quel qu'il ait pu être son passé, est devenu un quotidien réactionnaire. Recevez, Monsieur le Rédacteur en chef, l'assurance de notre considération distinguée.

— L. FRATERRETO : Les progrès du cléricanisme, 20 fr. (30 fr.) ; Sociétés et erreurs du catholicisme, 50 fr. (65 fr.) ; Docteur ZELTEN : La tyrannie cléricale, 20 fr. (30 fr.) ; E. HERBERT : La vie de Michel Servet, 30 fr. (40 fr.) ; G. W. FOOTE : Histoire des vierges mères, 75 fr. (105 fr.) ; P. LANGEVIN : La laïcité pensée et l'Ordre national, quel qu'il ait pu être son passé, est devenu un quotidien réactionnaire. Recevez, Monsieur le Rédacteur en chef, l'assurance de notre considération distinguée.

— L. FRATERRETO : Les progrès du cléricanisme, 20 fr. (30 fr.) ; Sociétés et erreurs du catholicisme, 50 fr. (65 fr.) ; Docteur ZELTEN : La tyrannie cléricale, 20 fr. (30 fr.) ; E. HERBERT : La vie de Michel Servet, 30 fr. (40 fr.) ; G. W. FOOTE : Histoire des vierges mères, 75 fr. (105 fr.) ; P. LANGEVIN : La laïcité pensée et l'Ordre national, quel qu'il ait pu être son passé, est devenu un quotidien réactionnaire. Recevez, Monsieur le Rédacteur en chef, l'assurance de notre considération distinguée.

L'ECRAN ET LA VIE

A l'Ouest, rien de nouveau

— Un film de Lewis Milestone —

Une publicité ingénieuse fait ressortir que deux générations n'ont pas vu ce film. Il date en effet de 1930, et c'est merveille de voir combien les images ont conservé leur vigueur. Le thème en est emprunté au roman d'Eric-Maria Remarque et nous fait participer à l'existence de quelques étudiants allemands qui, abusés par les discours patriotiques de leurs professeurs s'engagent au cours de la guerre 1914-1918.

Soumis par leur sergent — vrai symbole du militarisme — à un entraînement accéléré d'une rigueur calculée, ils font peu à peu connaissance avec la boue des tranchées et sont saisis par la peur. La mort les décimera tous, jusqu'au dernier, qui mourra un beau matin, un jour que le communiqué annonce : « Sur le front ouest, rien de nouveau ».

Les images, d'une rare violence, prennent le spectateur aux tripes, lui font partager l'anxiété qui étreint ces adolescents terrés dans un abri dans l'attente d'une attaque qui est un des moments les plus brutaux du film. Personne n'oublie la vision de ces corps fauchés par les mitrailleuses et restant accrochés aux barbelés comme des pantins.

La peur et la mort sont toujours présentes, dans les tranchées, dans les hôpitaux surpeuplés, sur les routes aux arbres hachés. Et, à l'arrière, dans les salles de café, les bourgeois cossus font de la stratégie en buvant de la bière.

Dans un moment où la paix est mise à toutes les sauces, il est bon de voir ce film. A côté de la propagande yankee d'« Iwo Jima » et socialiste du

Alexandre Jacob
Un anarchiste
de la belle époque
par ALAIN SERGENT
290 fr. SEUIL
Ed. du "Les 400 coups"

L serait impossible de résumer cette forte étude de plus de trois cents pages que nous livre Benoit P. Hepner, et qui se compose, comme l'indique le sous-titre, de « Cinq essais sur l'histoire des idées en Russie et en Europe ». Qu'on ne se y laisse pas tromper : l'ouvrage est doué d'une unité organique remarquable. Une autre de ses qualités (mais qui en rend l'abord quelquefois difficile), c'est la puissance de l'érudition qui permet à l'auteur la sûreté dans les appréciations incidentelles, la justesse du ton, si importante dans la description historique, la mise en lumière des chemins secrets de l'opinion et d'influences réelles qu'une étude superficielle aurait négligées.

L'essai introductif traite de 1760 à 1825, période de la domination de « l'esprit français » sur les couches intellectuelles de la société russe, entre-coupée d'éclipses ou le germanisme reprend pied. L'influence française, c'est alors celle des Voltaire, Rousseau, Helvétius, favorablement accueillie et même protégée par la « grande Catherine ». Les aspirations à la fraternité universelle pénètrent la noblesse intelligente, admiratrice de notre XVIII^e siècle — jusqu'au jour où la Révolution française éclate, et où il apparaît pour beaucoup que les idées des Encyclopédistes n'étaient pas seulement un jeu sentimental. Alors, les rêves de la veille se souviennent qu'ils sont propriétaires de serfs, l'impératrice « éclairée » (« ce Tartuffe en jupons ») se retourne impitoyablement contre ceux qu'elle choyait la veille encore, et tend le servage, augmente l'oppression. En 1825, l'écrasement du complot militaire de la jeunesse déceint, monarchiste constitutionnel, voire fédéraliste, et favorable à l'émancipation paysanne par Alexandre I^{er} précisément appuyé sur ses officiers allemands, marque la liquidation finale de l'influence des philosophes français.

Le triomphe de la réaction russe et européenne après 1815 va substituer à la philosophie de l'émancipation, la philosophie de la consolation ou de la justification de l'état de choses existant. L'apologie romantique de l'antériorité spirituelle ou sentimentale, le goût des constructions métaphysiques, traduisent cette période d'impotence en face du présent, qu'on s'efforce de dévaloriser par rapport au moi et aux idées abstruses. La philosophie allemande, Hegel en particulier, va donc servir de porte-drapeaux à la nouvelle génération pensante, à laquelle appartient Bakounine (politique non-révolutionnaire à l'époque). Les Russes vont se déclarer slavophiles, adversaires du mode occidental (c'est-à-dire bourgeois) de développement social, encouragés dans l'affirmation de leur spécificité par la situation privilégiée de la Russie dans l'Europe réactionnaire. En même temps Hegel sert à justifier l'Etat bureaucratique russe, mais sa doctrine inhumaine qui sacrifie l'homme à la force provoquera de retentissantes révoltes d'extrêmes, dont Bakounine. Tel est le contenu schématisé du second essai, qui va en gros de 1820 à 1840.

La première période de la nouvelle existence de Bakounine se caractérise par une « affinité avec l'esprit du romantisme social français des années quarante, généreux, confiant, religieux, révolutionnaire en même temps ». Bakounine adopte l'idée fédéraliste comme devant unir les Slaves libérés, fréquente Proudhon à Paris, et y participe à la Révolution de 48, dont il se donne pour tâche d'étendre l'ébranlement à la Russie. En même temps il mène une action de propagande en faveur de l'émigration polonaise, qui avait fui à Paris devant la répression tsariste qui suivit 1830. Il proclame l'identité de la libération nationale-polonaise et de celle du peuple russe par le renversement de tsarisme, l'alliance nécessaire de tous les Slaves en une fédération révolutionnaire qui amènera à son tour la chute du despotisme en Europe occidentale ; c'est la mission du panslavisme révolutionnaire. C'est dans le but d'une telle alliance qu'il se rend au congrès slave de Prague, congrès à l'origine assez à droite, mais où il se défend la thèse d'une confédération slave, soumise à l'autorité dictatoriale d'un conseil slave qui aurait pour mission d'éduquer les peuples, dans l'égalité et la fraternité, jusqu'au moment où ils pourraient se passer de l'Etat. On reconnaît là une conception apparentée à celle de Marx et Lénine, de l'Etat transitoire et tout-puissant devant « déprimer ». Après avoir combattu dans l'insurrection qui suivit le congrès, Bakounine tente en mai 1849 de déclencher à Dresde une seconde révolution allemande (celle de 48 ayant échoué), pour qu'elle s'étende dans les pays slaves et en Russie. Il fut alors emprisonné et livré au tsar.

« 3^e coup », deux films qui cherchent à justifier la guerre basée sur le futur, cette œuvre vraie et émouvante est la position à avoir que l'on cherche à entraîner le prolétariat dans une nouvelle boue. Dépêchez-vous d'aller voir ce film avant que la censure n'intervienne. BOIREAUD.

LE CARNET INTERNATIONAL D'UN ANARCHISTE

Au service du Socialisme (Portrait)

« Sir Joseph Hallsworth n'est pas candidat à une fonction publique. Il en a déjà une. Il est président du North Western Electricity Board. « Sir Joseph peut être ignorant en matière d'électricité. Mais il en sait long en fait d'énergie. Car une partie de sa vie laborieuse fut consacrée à servir des harangues-saires et des principes dans une coopérative. « Puis il s'éleva de l'épicerie au syndicalisme professionnel dans le cadre du mouvement coopératif. « Ce fut le commencement d'une nouvelle vie pour Sir Joseph. Les honneurs s'accumulèrent sur sa tête. « D'abord, il fut nommé au Conseil général du Congrès des Syndicats. Puis il en devint président. On le fit chevalier. Et, pour tenir son nouveau rang, il fut nommé membre de l'Office National des Charbons. « Le salaire dans ce boulot, était de cent bonnes livres sterling. Par semaine, bien entendu ! « Mais Sir Joseph n'est pas le genre de type qui ne s'intéresse qu'à l'argent comptant. Ce qu'il veut, c'est servir le socialisme. « Alors, à la demande du gouvernement, il a quitté les charbons, et s'est mis à l'électricité. Il l'a fait, comme il le déclarait à l'époque, parce que « J'ai pensé que c'était mon devoir. Je ne suis pas particulièrement intéressé par le fait de gagner de l'argent. « Il fut applaudi par le sacrifice financier de Sir Joseph. Car maintenant, il lui faut subsister avec quatre-vingt livres par semaine, pour tout potage. « Ce qui ne fut que 14 livres 17 shillings et 6 pence de plus, par semaine, que le salaire minimum des employés de coopérative qui l'ont épaulé vers la gloire. »

Cross-Bencher (Sunday Express).

Au service de la libre entreprise

« Que diriez-vous d'une mine d'œufs ? Des œufs sous terre. Par millions, millions et millions. Secs. Le Fort Knox du poulailler (*). C'est ça qui maintient le cours des œufs. « Les bonnes vieilles poules pondent des œufs et le gouvernement les achète. Les transforme en poudre et les entasse dans une grille souterraine de coquilles, une grille naturelle à Atchinson (Kansas). La caverne comporte six hectares de sol bien cimenté et de grands ventilateurs pour chasser l'humidité. La terre maintient le tout à une température fraîche et régulière. Aussi loin que vous puissiez voir des tonnes et des tonnes d'œufs, par piles de trois, de quatre ou de cinq, sont impeccablement alignés. « La cave d'Atchinson est grande mais pas assez pour tous les œufs en poudre du gouvernement. A l'heure actuelle, on les emmagasine à Minneapolis, Chicago, Kansas City et Dallas dans le Texas. J'ai fait appel au Ministère de l'Agriculture pour avoir les derniers chiffres d'œufs encaisés. On m'a répondu que le gouvernement en avait maintenant 30.000 tonnes, que la consommation normale d'œufs en poudre aux U.S.A. est d'environ 1.000 tonnes par an, de sorte qu'il y en avait pour quatre ans. Personne ne semble savoir ce qu'on en fera (et il y en a une partie qu'on a consignée si longtemps qu'elle commence à se gâter). Le Ministère de l'Agriculture aimerait bien s'en débarrasser en faveur des cantines d'écoles ou des réserves indiennes, mais il semble qu'il y a trop d'œufs, même pour l'appétit des Peaux-Rouges et des cochons. « L'auteur de ces lignes a depuis longtemps renoncé à raisonner sur l'économie moderne et ses entassements de subsistances parce qu'il n'y comprend rien. Mais d'autres comprennent, semble-t-il ; en tout cas, ils continuent. Et de toute façon, vous ne pouvez pas dire que le gouvernement ne sait pas son métier. Il a décidé de maintenir le prix des œufs, et jusqu'à présent ça a bougrement réussi ! »

(Christian Science Monitor). Textes recueillis et traduits par A. P.

Hepner se livre incidemment à de curieuses considérations sur l'attitude de Marx, à cette époque, en face du problème slave. Marx a alors une haine féroce contre les Slaves, envisageant assez curieusement la question sous son angle racial, et déclarant froidement : « La prochaine guerre mondiale fera disparaître de la surface de la terre, non seulement des classes et des dynasties réactionnaires mais des peuples réactionnaires entiers. — Ceci aussi fait partie du progrès. » « Nous sauverons la révolution par un terrorisme décidé à l'égard de ces peuples slaves... Lutte impitoyable, combat à mort avec les Slaves-traîtres à la Révolution, extermination, terrorisme sans égards... ». Comme le souligne Hepner, « le messianisme du prolétariat se confondait bien chez l'auteur de « Capital » avec celui de l'Europe occidentale ». Tout commentaire affaiblirait la saveur rétrospective de la position de Marx.

Bakounine, évadé de Sibérie, tente de se plonger dans le mouvement polonais de 1863 ; les gens qu'il était dans sa tentative lui font définitivement ouvrir les yeux sur le caractère réactionnaire de certains « révolutionnaires » qui préféraient encore le maintien de la domination russe sur leur pays à une véritable révolution sociale. En 1864, sa décision est prise ; il n'interviendra plus que dans le mouvement socialiste proprement dit. Au terme de son douloureux voyage dans le panslavisme, Bakounine, devenu anarchiste, en scie les deux piliers : l'Etat et la nationalité. Tout ce qui se fait en dehors du peuple est contre-révolutionnaire par essence, dit-il ; plus encore, il critique la sacrosainte commune rurale russe (le mir), et dénonce son rôle d'oppression sur l'individu.

Tel est, grosso modo, le contenu du livre de Hepner. Nul doute qu'il ne jette de vives lumières sur la période slave de Bakounine. Mais, par son sujet même, il abandonne son personnage principal au moment où celui-ci devient des plus importants vis-à-vis de la postérité : l'Anarchiste. Car, dans la mesure où Bakounine a toujours une puissance actualité, c'est à son anarchisme qu'il le doit ; le reste tend de plus en plus à n'intéresser que l'historien. Mais, celui que l'histoire passionne peut et doit lire cet ouvrage qui abonde en aperçus, parce qu'il nous aide à comprendre la genèse de notre temps.

René MICHEL.

(1) Marcel Rivière, éditeur. En vente au « Libéraire ».

Nous avons lu aussi :

Le salaire de la Peur, de C. Arnaud. Nitro-glycérine et misère. Une courte aventure au Guatemala. Courte et bonne. Le meilleur roman d'aventure de l'année.

Nous sommes restés des Hommes, de Sidney Stewart.

La tragédie odieuse des prisonniers américains chez les Japonais. Beaucoup de vraie misère. Infinitement trop de bondeuse et c'est dommage.

Scandale aux Abysses, de L.-F. Céline. Gentillet mais... Pour ne pas nous faire enlever par A. Paraz nous ne dirons pas notre déception.

Tandis que les pères..., de M.-A. Baudouy.

Un bon roman sur les déportés du S.T.O. Quelques exagérations. A lire.

L'Ecole des vacances, de André Bay.

Un bon roman, une histoire de cocu de plus. Si vous aimez ça...

Mémoires de Bouinine, Prix Nobel.

Ca commence par : « Je suis issu d'une vieille et noble lignée qui a donné à la Russie bon nombre de personnages illustres... » L'ennui c'est que Bouinine est persuadé compter parmi ces personnages. Ce contre quoi il serait souhaitable que quelqu'un s'élève.

Le salaire de la Peur.

Scandale aux Abysses, Chambriand, 770 fr.

Tandis que les pères..., Chalmbrand-Lévy.

L'Ecole des vacances, N.R.F.

A propos de « Valsez Saucisse »

S'estimant calomnié par ma critique, A. Paraz, dans une lettre adressée au Libéraire, réclamait un droit de réponse qui lui fut accordé.

Je lui écris pour le lui annoncer et par la même occasion éclaircir son entendement sur le contenu de mon article ; après quoi A. Paraz s'estima suffisamment renseigné et renonça à son article justificatif.

Je tiens quand même à signaler que l'auteur de « Valsez saucisse » s'indigne de mon interprétation de certains passages de son ouvrage : s'il écrit primaires il faut traduire par : normaliens, philosophes et ministres, quant aux mineurs il est plein de bonnes intentions à leur égard.

Concluons (très gentiment) en disant que Paraz devrait publier un petit texte à la fin de ses ouvrages.

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN: 750 FR. — 6 MOIS: 375 FR.
AUTRES PAYS
1 AN: 1.000 FR. — 6 MOIS: 500 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

Les Grèves et l'action

gestionaire

La vague des grèves qui secoue l'économie étatisée atteste le profond mécontentement des travailleurs.

Les « représentants » des travailleurs à l'Assemblée Nationale sont plus préoccupés du tracage de la loi électorale que d'envisager la situation de la classe ouvrière devant la montée des prix.

Les mois derniers les « techniciens » du grand patronat révélaient, statistiquement, que la « vie » avait baissé. Ils prenaient la patience ouvrière pour une satisfaction des conditions imposées.

Aujourd'hui, après l'effervescence des travailleurs du secteur étatisé, Queuille est monté à la tribune de la Chambre pour avouer, à mots prudents, que le coût de la vie avait augmenté de 2,50 % depuis août 1950, mais que les grèves étaient « anarcho-syndicales ».

Les travailleurs cheminots, les travailleurs du Métro-bus, les métallurgistes, les mineurs, les travailleurs du gaz, de l'électricité, des arsenaux, les travailleurs d'Air France, les employés de banque et les fonctionnaires, se sont réunis d'un commun accord que le seul langage que l'Etat pouvait comprendre c'est le langage de la force cohérente à objectifs précis.

Les travailleurs ont compris qu'un profond remaniement des grilles de salaires ne pouvait venir spontanément et sans pression, des services gouvernementaux.

LE SALAIRE MINIMUM
Que sera le salaire minimum interprofessionnel national garanti? La Commission des conventions collectives a refusé la discussion sur la base d'un nouveau minimum de 20.425 francs par mois, obtenu par la majorité de 45/0 du budget type de 47.500, chiffre qui se rapproche le plus de la réalité économique. Le chiffre retenu sera certainement au-dessous de 45.000 fr. car il ne peut pas dépasser les équations de Pétouch, Edgar Faure et Burin. Dans leur rapport sur l'équilibre économique pour 1951 ces Messieurs imaginaient ce qu'ils nommaient une poussée de psychologie collective. C'est ainsi que ces austères calculateurs appelaient les réflexes de la classe des travailleurs.

Toutes les marchandises ont augmenté après la rafle des matières premières par les gouvernements américain et soviétique. Laine, coton, métaux, caoutchouc, charbons, etc., stockés en abondance faisaient monter les cours en flèche et si la flèche a été quelque peu calmée actuellement, les prix conservent une sérieuse avance sur les salaires.

Et ces prix vont subir maintenant au détail de nouvelles hausses, entre autres celle de l'augmentation des salaires. A peine les travailleurs obtiennent-ils un ajustement de salaires, que les hausses consécutives à la hausse des salaires courent et parfois bien au-delà, la revalorisation du pouvoir d'achat. En effet, le coût des denrées alimentaires, du chauffage et de l'éclairage, des objets manufacturés et des services grimpe vite déjà à un palier supérieur.

LES GREVES CLASSIQUES

Les travailleurs savent que les grèves classiques ne peuvent pas donner de résultats efficaces parce qu'elles n'aboutissent qu'à déplacer le problème prix-salaires, sans le résoudre. Et ce qui résultera de la triple tactique gouvernementale : donner satisfaction aux revendicateurs, enlever le problème à l'industrie, est très clair : Dans la situation actuelle de réarmement, les conditions de vie des travailleurs vont progressivement s'aggraver et ce n'est pas par une coïncidence hasardeuse que le Gouvernement, Quelqu'un dit, les travailleurs de la fameuse loi du 11 juillet 1938 sur « l'organisation de la nation en temps de guerre » qui frappe les travailleurs de l'Etat désoberissant à un ordre de réquisition.

Les travailleurs savent que les augmentations générales et immédiates des salaires, permettent d'atténuer l'offen-

LE COMBAT OUVRIER

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

EFFERVESCENCE DANS LA METALLURGIE PARISIENNE

Les travailleurs du métro ont passé victorieusement le deuxième cap du lundi. Cet événement servira certainement, à meubler les discours de nos leaders syndicaux cette semaine. Ce pouvons-nous présager de cette agitation sociale magnifiquement commencée par les travailleurs du métro, rapidement suivie par les trains de banlieue, du gaz, et quelques boîtes de la métallurgie qui débayeront spontanément par solidarité avec les grévistes du Métro ? Tirons les conclusions de l'action chez Renault :

« Qu'attendons-nous pour débayer ? » fut le leit-motiv des discussions dans l'usine, ainsi que le mot d'ordre de plusieurs tracts de « la parole aux ouvriers » organe du regroupement pour l'unité et la démocratie syndicale, comme celui d'un tract rédigé en commun par les diverses minorités politiques révolutionnaires, allant de socialisme ou barbare, au groupement anarchiste de l'usine en passant par le P.C.T., appelant à un meeting le mercredi Place Nationale, qui fut assez réussi mais ne fut malheureusement pas l'étincelle qui, comme nous l'espérons, aurait provoqué un nouveau 47, c'est-à-dire le point de départ d'un nouveau débayerage total dans l'usine.

En divers points de l'usine des débayerages, délégations eurent lieu : ainsi au 1.285 des mardi, les ouvriers dont certains avaient déjà la veille participé à une délégation à la direction, se réunirent en Assemblée générale de l'atelier pour décider les mesures à prendre. L'unanimité fut prononcée pour la grève générale et formèrent aussitôt une délégation aux organisations syndicales. « Nous ne voulons pas prendre de responsabilité, nous ne pouvons pas prendre sur nous le rôle d'un tel ou tel d'ordre » (la grève générale, pensez donc quel morceau), « les gars du métro sont assez grands pour faire leur grève et vaincre seuls ».

Le mercredi la C.G.T. pour contraindre notre meeting fit organiser dans la quasi-totalité des ateliers des assemblées générales pour décider de l'action à mener. Cependant plusieurs ateliers débayeront, notamment le 1.282 dans sa totalité, une partie du 1.285 et sept ouvriers du 1.283.

Nous nous heurtâmes aux délégués qui nous empêchèrent d'aller plus loin, les délégués de la C.G.T. nous reprochèrent de vouloir répandre le trouble dans les ateliers. Sans eux, la grève eût été générale dans tout le département 12. Les faucheurs pour la terre serraient la main comme du temps où celui-ci en bleu de chauffe se promenait dans l'usine avec son compère Bogomolov, et le soir après le turbin il se délassait en président des réunions de France-U.R.S.S.

Jedi, craignant un dépassement certain, les staliniens suivant leurs habitudes se mirent à la tête du mouvement pour le mieux freiner. Reconnaissions ici leur habile manœuvre, car ce n'est pas eux officiellement, mais les comités d'action qui appelèrent à un débayerage d'avertissement et à un meeting pour le jeudi à 15 heures. Ces comités d'action qui à notre connaissance n'existent véritablement qu'en de très rares endroits, et que les staliniens ont combattu parce que leur structure trop démocratique pouvait mettre en danger leur appareil.

Le mot d'ordre de grève fut suivi par environ 60 0/0 des ouvriers, ceux-ci allant au meeting espérant bien que c'était à la grève générale qu'il fallait appeler, les autres à part les délégués jaunes, pensant qu'une grève d'avertissement était absurde et que c'était seule la grève générale qu'il fallait.

La position des organismes directeurs des centrales syndicales en dehors de la C.G.T. fit comme d'habitude le jeu du patronat bien content de trouver des jaunes pour lui faire des propositions d'augmentation de salaire pour freiner le mouvement mouvement revendicatif de masse.

Le mercredi, la direction par circulaire nous fit savoir qu'une augmentation de salaire était en discussion et prendrait effet sur la deuxième quinzaine de mars, et jeudi ce furent les chefs d'ateliers eux-mêmes qui vinrent nous annoncer à 14 h 45, c'est-à-dire un quart d'heure avant le débayerage, l'augmentation de 7 0/0.

La situation n'a jamais été aussi bonne pour lancer une grève générale, mais pour cela il faudra passer par-dessus les intérêts des différents syndicats, intérêts qui ne sont pas les nôtres, mais qui sont ceux des deux blocs en présence.

Rappelons-nous jeudi soir à la réunion à l'Union des Syndicats, rue Yves-Kermen, la majorité des gars de

la base réclamant à corps et à cris la grève générale, réunion mouvementée et extrêmement sympathique ! Linet, secrétaire général C.G.T. fut interrompu plusieurs fois notamment par ce gars de la 4 CV, visiblement énervé par le coup d'éteignoir final sur toutes ces bonnes volontés.

Il est clair que le P.C.F. et la direction staliniens de la C.G.T. ont peur d'un mouvement de masse d'une grève générale qui débayerait les cadres staliniens et qui serait susceptible d'entraîner leurs militants de base pas encore assez rompus à la gymnastique des tournants de la ligne. Remarquons qu'en général, les militants du P.C.F.

privés des directives du C.C. se révélaient souvent incapables d'impulser un mouvement quelconque ou alors ne sont plus dans la ligne.

Rien n'est encore perdu. Tant qu'il existera une volonté de lutte dans la classe ouvrière, nous nous trouverons à côté d'elle, nous plaçant toujours à l'avant-garde sans cesser de rappeler qu'une véritable émancipation des travailleurs ne se fera que par les travailleurs eux-mêmes, indépendamment des deux blocs, en luttant contre la société capitaliste et son appareil de domination d'Etat, comme nos camarades de Barcelone qui n'ont pas mis 8 jours pour se décider.

LE COMBAT PAYSAN

OUVRIERS AGRICOLES
Dans les départements du Nord, les ouvriers agricoles mènent l'action pour obtenir des salaires décentes concernant le binage des betteraves.

La proposition des patrons est de 8.000 francs par hectare pour un écartement 40-42 et 28 à 30 pieds au décaembre. Les ouvriers agricoles réclament 13.200 francs et s'organisent afin d'enlever un accord satisfaisant.

CULTURE D'AERODROMES MILITAIRES
Les paysans de Tavaux (Jura), qui, il y a une quinzaine de jours, ont été arrachés les piquets qui jalonnaient les futures pistes d'une base aérienne militaire que le gouvernement aménageait sur leur sol ne sont pas les seuls à voir pousser les aérodromes.

Cette étrange culture a eu lieu dernièrement dans le Bas-Rhin, à Enzheim, où la base aérienne doit être agrandie, et mortuor sur la terre de paysans que l'on projette d'expulser. Dans la Loire également, à Chambon, le Gouvernement a envoyé ses techniciens pour « têter le terrain ».

Dans le Bas-Rhin comme en Loire, comme à Tavaux, des familles paysannes protestent.

ON JUGE :
A Saint-Mathurin, en Maine-et-Loire, Daniel Chailloux cultivait un peu plus de 4 hectares de terre; cultivait, car il ne les cultive plus. Daniel Chailloux qui protestait contre le fermage excessif, a été condamné par le Tribunal civil à payer 46.000 francs de dommages-intérêts. En Cour d'appel, le fermier a prévenu trop tard pour être présent, est condamné par défaut à 45 jours de prison avec sursis et à la perte de ses droits civils.

Le 16 janvier dernier, parce qu'il n'a pas payé les frais de justice, les gendarmes se saisissent de lui pour l'envoyer en prison. Depuis ses terres lui ont été retirées et louées à un autre fermier.

Pendant ce temps, les députés s'entretenaient tranquillement du statut du fermage.

L'ALLOCATION TEMPORAIRE AUX VIEUX
Députés et sénateurs discutent de la réforme électorale, mais la vieille agriculture n'existe toujours pas.

Les vieux paysans sont aux portes de la misère, logés à la même enseigne que leurs compagnons ouvriers. Jusqu'ici, les commissions cantonales rejettent les demandes

METRO - BUS

C'est dans une unité quasi totale que se déroule la grève des transports parisiens. Les manœuvres du Gouvernement et de la direction de la R.A.T.P. ne peuvent briser cette unité. Au nombre des manœuvres employées et poignées par les grévistes, on signale celle qui consiste à plaquer au siège des autobus des jaunes, non titulaires du permis de transport en commun ou comme chefs de trains des personnes étrangères au métro. Cette aussi émanant du groupe technique des compagnies d'assurances et garantissant les automobilistes transporteurs bénévoles par les assurances en cas d'accident. Le comité de grève fait preuve d'une grande énergie et fait la démonstration que le personnel peut obtenir une majoration des salaires sans préjudice pour les usagers, à condition de la R.A.T.P. à l'heure de la réduction du tarif de l'électricité sur la base des prix consentis aux trusts de l'électricité et de la métallurgie.

20 De la suppression de la taxe sur les carburants ;
30 Du remboursement total par les pouvoirs publics des pertes de recettes occasionnées par les tarifs réduits ;
40 De l'institution d'un impôt spécial frappant les grosses entreprises industrielles et commerciales ainsi que les propriétaires fonciers qui bénéficient du service public des transports ;
50 De la suppression des impôts directs acquittés par la R.A.T.P.

Pour faire échec à la grève, le Gouvernement fait circuler près de 1.000 camions militaires de fèces Moch et fait payer aux usagers le prix fort.

Chaque jour de grève est une nouvelle victoire pour les grévistes et une défaite de l'Etat patron. La presse et la radio ont beau faire allusion à un imaginaire « chef d'orchestre clandestin » à l'« orchestre clandestin ». Les autonomes, malgré l'attitude de Clément, sont solidaires avec le mouvement revendicatif. Le ministère des Travaux publics, malgré son regret, déclare qu'il ne peut mobiliser le personnel de la R.A.T.P. celle-ci étant constituée en Régle autonome.

Finalement, au dixième jour du mouvement, le comité de grève jusqu'ici écarté, est enfin reçu par le président du Conseil d'administration de la Régie et la direction générale, sans toutefois, qu'une décision soit prise. Les travailleurs de la R.A.T.P. ont prouvé d'un admirable esprit de lutte.

LE COMBAT OUVRIER

(22.500 francs à Paris), auxquels s'ajoutent 1.000 francs (hiérarchisés).

AIR FRANCE

A la direction générale « Air France », une délégation des syndicats supérieurs des conventions collectives, Renault débayera, suivi par un grand nombre d'entreprises.

Le résultat du statut des mineurs (article 12) : L'échelle mobile des salaires ; La suppression des abattements de zone ;

TRANSPORTS ROUTIERS

Unanimité dans les entreprises de transports routiers de marchandises, notamment chez les S.C.E.A., la S.T.A., la S.T.D., la S.C.E.T.A., Dubois, etc., les travailleurs font grève pour une augmentation de 30 francs de l'heure.

Le personnel de transport de voyageurs Citroën joint le mouvement pour les 30 francs.

TAXIS

Les cochers-chauffeurs font une grève d'avertissement de vingt-quatre heures et se prononcent contre une hausse des tarifs.

TRAMINOTS

Grèves d'avertissement dans plusieurs villes de province.

METALLURGIE

Augmentation des salaires effectifs d'un minimum de 15 % de l'heure pour tous et application de l'échelle mobile ont été les revendications concrètes que les métallurgistes opposent au patronat avant le départ de la S.I.O.P. (Rosenzart), à Paris-17, chez Saurer, à Suresnes, chez Brigueot, à Villacoublay, chez Crozavet, chez Electro-Lux, à Courbevoie. Les cahiers de re-

salaires, laquelle est inférieure, toutefois, celle demandée par les métallurgistes. L'Etat patron trouve son avantage à négocier avec les sommets plutôt qu'avec la base et ses comités de grève.

CHEZ RENAULT

Le 19 mars, les revendications des travailleurs portent : augmentation de 15 francs de l'heure et pour tous, échelle mobile, prime de transport à 1.000 francs et prime de cantine à 70 francs. En même temps, les travailleurs se déclarent solidaires du personnel de la R.A.T.P. et s'opposent à l'organisation des transports du personnel de l'usine par camions Renault. Lefebvre refuse d'abord toute discussion, puis accorde 7 pour 100. Des comités d'action se créent d'heu-

re en heure dans les ateliers. L'ensemble des travailleurs refuse les accords dérisoires des dirigeants F.O., C.F.T.C. et C.G.C. avec l'Etat patron.

CHEZ CITROEN

A Asnières, les travailleurs de l'usine Citroën, après une grève de grève, contraignent la direction à revenir aux anciens horaires. Cette première victoire sur un objectif essentiel renforce le mordant des travailleurs pour

LA POSITION de notre Commission Syndicale

C'EST un magnifique combat que les travailleurs de ce pays livrent à l'Etat patron et aux trusts. La Commission syndicale de la Fédération anarchiste de France, solidaire de ce combat, salue les travailleurs de la R.A.T.P., les cheminots, les travailleurs du gaz et de l'électricité, ainsi que tous ceux qui, par leur action, participent à la lutte pour un meilleur niveau de vie. Elle condamne l'attitude de certains dirigeants nationaux F.O., C.F.T.C. et C.G.C., qui, par leurs négociations prématurées, la base, entrant ainsi dans le chantage gouvernemental concernant un certain « chef d'orchestre clandestin ». La Commission syndicale déclare que l'Etat-major staliniens n'a pu faire autrement que de suivre, et au besoin contraindre les travailleurs unis à la base dans leur action MAIS NON PAS LES PRECEDER.

La Commission Syndicale.

EAUX

Mouvement de protestation de vingt-quatre heures à la Compagnie Générale des Eaux pour la revalorisation générale des salaires, l'échelle mobile, un acompte immédiat de 4.250 francs par mois, augmentation de la prime de transport. Les services de sécurité sont assurés, le travail cesse dans les usines de pompage et les services d'entretien de Saint-Ouen, Méry-sur-Oise, Châtillon-sous-Bagneux, Neuilly-sur-Marne, Chaisy-le-Roi, Meudon-la-Porte, etc..

GAZ - ELECTRICITE

Le 19 mars, l'Agence France Presse pouvait annoncer, car cela pouvait être difficilement dissimulé, que la grève était effective dans les industries énergétiques de la banlieue de Paris, sur la base des revendications suivantes : révision de la grille des salaires, augmentation du salaire de 4.250 francs par mois, base de 78 francs de l'heure, et respect intégral du statut du personnel.

Est-ce à Genevilliers que le mouvement démarre chez les gaziers et les électriciens, pour faire bouillir de la soupe, les piquets de grève, désarmés, sont obligés dans les centrales de Saint-Ouen, de céder aux C.R.S. de Queuille Isy-les-Moulineaux, Vitry, Ivry, Saint-Denis, Le Mans, etc.

Production, Louvel, est obligé de reconnaître que le mécontentement est légitime. Les dirigeants F.O. et C.F.T.C., cependant, comme dans la grève des transports parisiens, des cheminots, des métallurgistes, des ouvriers, etc., etc., s'efforcent, avec beaucoup de maladresse (c'est le moins qu'on puisse dire), d'atténuer la vague revendicative à leurs moulins en négociant à mi-chemin de la victoire que l'unité seule pouvait rendre complète.

Mais, comme dans les transports, la métallurgie et le bâtiment, les dirigeants nationaux F.O. et C.F.T.C. ne sont pas satisfaits de « leurs » troupes et le mouvement s'étend en province, à Chalon-sur-Saône, Bourg-en-Bresse, Le Mans, Lyon, Reims, Bordeaux, Caen, Marseille, Nancy, Alger, etc., etc.. Les gendarmes portent les ordres de réquisition. Pompiers et marins occupent les centrales et les usines, tandis que les ordres de réquisition s'envoient sur les tables des comités de grève.

L'encore, Queuille parle de chef d'orchestre clandestin, mais on omet de dire quels sont les tarifs des salaires en cours : gaziers et électriciens démontrent qu'en doublant les prix de la main-d'œuvre, les pouvoirs publics de l'électro-métallurgie et de

FONCTIONNAIRES

Les fonctionnaires réclament l'octroi d'un acompte de 4.250 francs (C.G.T.), 4.000 francs (F.O.) — ayant comme référence le salaire du manœuvre de la métallurgie parisiens, ainsi que l'échelle mobile et la suppression des abattements de zone.

HOPITAUX

Journée revendicative du personnel hospitalier des hôpitaux psychiatriques et des établissements du département de la Seine, avec revendication d'une indemnité de 4.000 fr. et 4.250 fr. par mois et d'un relèvement général des salaires.

PRODUITS CHIMIQUES

Demande de revalorisation de 15 pour 100 des salaires.